

ISSN 18118-6998



Bibliothèque Nationale du Congo

LES CAHIERS DE L'IGRAC

____**Numéro 16, Vol. 1, juin 2019**____



**Publication annuelle de l'Interdisciplinaire Groupe de
Recherche sur l'Afrique Contemporaine (IGRAC)**

Les opinions exprimées dans les différents articles sont celles de leurs auteurs et nullement des *Cahiers de l'IGRAC*.

LES CAHIERS DE L'IGRAC

____Numéro 16, Vol. 1, juin 2019____



**Publication annuelle de l'Interdisciplinaire Groupe de
Recherche sur l'Afrique Contemporaine (IGRAC)**

**PUBLICATION ANNUELLE DE L'INTERDISCIPLINAIRE GROUPE DE
RECHERCHE SUR L'AFRIQUE CONTEMPORAINE (IGRAC)**

Directeur de publication
Joachim Emmanuel GOMA-THETHET

Rédacteur en chef
Patrice MOUNDZA

Comité de rédaction

Joachim Emmanuel Goma-Thethet, Patrice Moundza, Jean-Félix Yekoka,
Joseph Zidi, Marcel Ipari, Etanislav Ngodi, Laurent Gakama, Dieudonné
Moukouamou Mouendou.

Comité scientifique

Florence Bernault, Professeur (Université Paris VII), André Patient Bokiba,
Professeur (Université Marien Ngouabi), Odile Goerg, Professeur (Université
Paris VII), Bruno Lapika Dimonfu, Professeur ordinaire
(UNIKIN /CERDAS), Kasongo Lumumba-Tukumbi, Professeur (Cornell
University), Bonaventure Maurice Mengho, Professeur (Université Marien
Ngouabi), Abraham Constant Ndinga Mbo, Professeur (Université Marien
Ngouabi), Dominique Ngoïe-Ngalla, Professeur (Université Marien
Ngouabi), Scholastique Dianzinga, Professeur (Université Marien Ngouabi),
Charles Zacharie Bowao Professeur (Université Marien Ngouabi), Virginie
Waniaka Bonguen Oyongmen, Maître de conférences (Université de Yaoundé
I), Emmanuel Banywesize Mukambilwa, Professeur ordinaire (Université de
Lubumbashi), Bamba Mamadou, Maître de conférences (Université Alasane
Ouattara, Bouaké), Hugues Mouckaga, Professeur (Université Omar Bongo
de Libreville), Jean François Owaye, Professeur (Université Omar Bongo de
Libreville), Marcel Nguimbi, Professeur (Université Marien Ngouabi),
Auguste Nsonssissa, Maître de conférences (Université Marien Ngouabi).

Adresse

Interdisciplinaire Groupe de Recherche sur l'Afrique Contemporaine
IGRAC

B P : 2 642

FLASH/UMNG, Brazzaville (République du Congo)

E-mail : igrac.congo2018@gmail.com

Tél. : + 242 05 526 70 40 / 05 532 30 91 / 05 551 89 42

S O M M A I R E

Volume 1

Éditorial	11
Articles	
<i>Histoire, Sciences politiques, Relations internationales et diplomatie</i>	
Izis Arméline NGANTSIO, L'alimentation traditionnelle des Ngangwel, peuple téké de la République du Congo de 1960 à 1990	15
Brunel B. M. MAKAYA et J. E. GOMA-THETHET, Trajectoire biographique d'un leader politique congolais : Jean Félix-Tchicaya (1903-1961)	35
Serge Rufin KAYA BILALA, La civilisation matérielle de la communauté beembe du Congo des origines à nos jours	53
Lucien NIANGUI GOMA, Le rôle des prêtres catholiques dans le développement des relations politiques et économiques entre le Portugal et le royaume Kongo (XV^e-XVII^e siècles)	83
Aristide F. MASSOUÉMA et J. E. GOMA-THETHET, Impact de l'éducation chrétienne sur les rites et croyances des Lumbu du Congo (1913-1965)	97
Roland Christian MBINDA-NZAOU, Analyse des rapports politiques du royaume du Lwangu avec le Diangala (XVII^e-XIX^e siècles)	115
Jean Félix YEKOKA, Le statut de la femme kongo saisi à travers le contrat juridique de mariage (XVII^e-XIX^e siècles)	143
N'guessan Bernard KOUAMÉ, Le processus d'industrialisation de Bouaké et ses conséquences de 1921 à 1980	165
Clotaire MESSI ME NANG, Les dynamiques historiques de la musique rap au Gabon (1990-2016)	187

Henri YENZAPA, Abraham Constant NDINGA MBO et Joachim E. GOMA-THETHET, **Les turbulences démographiques en Oubangui-Chari : cas du Bas-Mbomou de 1891 à 1960** 219

Vigny Felande MALÉLA Miantama et Joachim E. GOMA-THETHET, **L'application de la Loi n° 5-2011 « portant promotion et protection des peuples autochtones du Congo » chez les Bongo de Sibiti de 2011-2014** 245

Brahima OUATTARA, **Les festivités du 14 juillet et leurs implications dans la société coloniale et postcoloniale ivoirienne : cas de Bouaké 1914-1964** 267

Didié KOUAKOU KOUADIO, **Les Français et la structure du pouvoir politique Ngban de 1893 à 1950** 289

Esther O. KOUALOU et S. DIANZINGA, **Partir aux colonies : cas du voyage de la France au Congo de 1880 à 1939** 315

Marcel IPARI, **Sur les pas du Père Émile Zimmermann : histoire de l'implantation des premières missions catholiques dans le sud-ouest du Congo de 1897 à 1930** 337

Apollinaire SÉLÉZILO, **Enjeux de l'ethnolinguistique synchronique et de l'ethnicité en République centrafricaine** 357

Mohamed ABDOU, **L'État africain face au développement paradoxal : le paradigme de la « double contingence » comme nouvelle voie de recherche** 389

N'dri Laurent KOUAKOU, **La diplomatie sud-coréenne à l'ère de la ruée vers l'Afrique (1961-2016)** 409

Fabrice NFOULÉ MBA, **Le processus de transposition et de différenciation des normes administratives coloniales en Afrique noire francophone (1959-1977)** 435

Joseph ITOUA, **La dimension spirituelle du pouvoir dans le royaume Kongo** 461

La diplomatie sud-coréenne a l'ère de la ruée vers l'Afrique (1961-2016)

N'Dri Laurent KOUAKOU*

Résumé

Au lendemain de la guerre de Corée, l'Afrique devient le théâtre de la concurrence diplomatique qui oppose Séoul et Pyongyang. Soucieuse d'étendre son influence sur le continent, la Corée du Sud envoie des missions au Libéria, en Tunisie, au Ghana et au Soudan dès janvier 1960. Ces missions s'étendent aux autres pays africains au fur et à mesure avec la signature des accords de coopération. Pour des raisons industrielles, la Corée du Sud s'intéresse au continent noir pour diversifier ses importations. Mais c'est au cours des années 2000 que Séoul intensifie sa politique que certains appellent la ruée africaine avec la mise en place de l'initiative pour le développement de l'Afrique. Le soutien apporté aux pays africains permet à la Corée du Sud de s'affirmer au sein de la communauté internationale. Le potentiel de croissance économique du continent et son immense marché sont des facteurs clés pour booster l'essor économique de la Corée du Sud. Cet article est une étude de la présence de la sud-coréenne sur le sol africain

Mots clés

Afrique, Assistance, Coopération, Corée du Sud, Échange, Partenaire.

Abstrat

In the wake of the Korean War, Africa becomes the scene of diplomatic competition between Seoul (capital of South Korea) and Pyongyang (capital of North Korea). In order to extend its influence on the continent, South Korea sends missions to Liberia, Tunisia, Ghana and Sudan as early as January 1960. These missions will be extended to other African countries as and when they are signed cooperation agreements. For industrial reasons, South Korea is interested in the black continent to diversify its imports. But it is during the 2000s that Seoul intensifies its policy that some call the African rush with the establishment of the initiative for the development of Africa. Support for African countries allows South

* Université Alassane Ouattara-Côte d'Ivoire.

E-mail : kouakoundrilaurent@yahoo.fr

Korea to assert itself in the international community. The continent's economic growth potential and huge market are key factors in boosting South Korea's economic growth. This article is a study of the presence of South Korean on African soil.

Keywords

Africa, Assistance, Cooperation, South Korea, Exchange, Partner.

Introduction

À l'instar de la Chine ou de la Russie, la présence sud-coréenne en Afrique remonte à cinq décennies. Mais, elle est méconnue du grand public. La Corée du Sud, est l'un des pays de l'Asie de l'Est, qui éprouve le plus d'intérêt pour l'Afrique (S. Santander, 2004, p. 21). Les rapports entre la Corée du Sud et le continent africain ont été profondément façonnés par les effets de la seconde guerre mondiale et surtout de la guerre froide, qui a fait de la Corée un lieu privilégié de l'affrontement entre les deux supers grands (URSS et USA). Il en résulte alors une énorme tension entre les deux Corées qui, jusqu'à présent, n'entretiennent aucune relation diplomatique, malgré des échanges économiques et culturels constants depuis le début des années 1990. La Corée du Sud, après sa libération du colonialisme japonais et l'établissement d'un gouvernement en 1948, a cherché, pour asseoir sa diplomatie et son influence dans le monde, à nouer des relations avec les pays du tiers monde (R. Levy, 1952, p. 130). C'est donc tout naturellement que les États africains libérés du joug colonial ont suscité un grand intérêt de sa part. Le début des relations entre la Corée du Sud et les États africains a été marqué par la "pêche aux voix", qui a permis le maintien de la Corée du Sud au sein des Nations-Unies. Le régime de Séoul avait alors besoin du soutien des États africains non seulement pour sa légitimation extérieure, mais aussi pour contrer la présence de la Corée du Nord en Afrique.

Ses récents engagements en faveur d'une diplomatie orientée vers l'Afrique en sont un exemple. Lors du sommet de Busan de 2011¹, les gouvernements des pays développés y compris celui de la Corée du Sud ont manifesté leur désir de rendre l'aide efficace au sein des pays en développement, particulièrement dans les pays africains, en

¹ Ce sommet portait sur l'efficacité de l'aide publique au développement.

intégrant désormais les organisations de la société civile. Au cours de la dernière décennie du XX^{ème} siècle, la ruée des investisseurs chinois, indiens et japonais en Afrique est l'objet d'attention et les travaux de nombreux commentateurs. La Corée du Sud s'intéresse elle aussi à ce continent. Comment se déploie la présence sud-coréenne en Afrique ? Quel en est l'objectif réel ? La réponse à ces interrogations a conduit à la consultation des sources imprimées, des ouvrages sur la politique étrangère et de coopération de la Corée du Sud et son évolution industrielle et des articles relatifs à la coopération entre la Corée du Sud et les autres nations. L'exploitation de cette documentation relève la méthode et la stratégie sud-coréennes en matière de politique étrangère et de coopération internationale. L'objectif est de montrer que la Corée du Sud est un modèle de réussite pour sortir l'Afrique du sous-développement et de la pauvreté. Le présent travail se décline en trois axes. Le premier élabore les ferments de la politique sud-coréenne vers le continent africain tandis que le second aborde les relations économiques entre les deux entités. Le dernier axe porte sur l'aide de la Corée du Sud à l'Afrique.

1. Les ferments de la politique sud-coréenne dans sa coopération avec le continent africain

Libérée du joug de la colonisation japonaise, la Corée du Sud s'affirme en tant que nation indépendante. Elle consolide son unité et jette les bases de sa politique extérieure. Sur le plan économique, elle adopte une nouvelle politique dont le résultat est la politique d'industrialisation qui nécessite des matières premières et des débouchés.

1.1. La politique extérieure de la Corée du Sud

Ayant connue l'occupation japonaise, la Corée du Sud a désormais une grande méfiance à l'égard de ses voisins et cela a accentué son isolement. Les conditions géopolitiques définissent clairement les relations extérieures de la Corée du Sud. Ainsi, la participation de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) et des USA dans l'avènement de la Corée du Sud est symbolique et fut déterminante dans l'orientation de sa politique extérieure. Pour les Sud-coréens,

l'ONU incarne l'espoir d'une réunification du pays tandis que les USA garantissent la sécurité contre les communistes (D. Larramendy, 2018, p. 46). Les principes fondamentaux qui guident la diplomatie sud-coréenne se résument en quatre points². Ces principes sont élaborés au cours de la guerre froide. Cependant, la détente Est-Ouest, les querelles sino-soviétiques et la politique d'indépendance de la France ont contribué à changer le climat général et à modifier les orientations diplomatiques en vigueur. Un tel changement a amené les dirigeants sud-coréens à réadapter leur politique extérieure³ tout en restant méfiant à l'égard du monde communiste.

La réorientation de la diplomatie sud-coréenne est d'ordre économique. Elle consiste à se faire de nouveaux partenaires. Ces partenariats ont orienté la Corée du Sud vers certains pays en fonction de ses besoins et ses aspirations économiques et politiques. Parmi ses nouveaux partenaires figurent les États africains. Le début de ces relations est marqué par une ère dite de la pêche aux voix⁴. Elle consiste au maintien de la Corée du Sud au sein des Nations-Unies face à la menace des communistes nord-coréens. Cette nouvelle politique est motivée dans la première moitié des années soixante par l'avènement de la troisième République menée par le Général Park⁵. Le régime de Séoul a besoin du soutien des États africains non seulement pour sa légitimation extérieure mais aussi pour contrer la présence de Pyongyang⁶ sur le continent. Dans cette perspective,

² Il s'agit de l'anticommunisme ; de la primauté des relations amicales avec les États-Unis ; de la défense contre la menace communiste et de l'appui de l'ONU à la réunification du pays.

³ Cette réadaptation de la diplomatie coréenne se traduit par son ouverture aux autres pays occidentaux et les pays dits neutres au lieu de compter seulement sur les États-Unis.

⁴ À la fin de la décennie 1960, Séoul a signé des liens diplomatiques avec 24 États africains sur les 30 admis aux Nations-Unies.

⁵ Le Président Rhee est évincé du pouvoir en 1960 à la suite de la révolution étudiante. Lui succède le régime civil de Chang Myong. Le 16 mai 1961, ce dernier est renversé par un coup d'État dirigé par le Général Park Chung-Hee. Il fait adopter par référendum le 17 décembre 1962 une nouvelle constitution restaurant le système présidentiel et est élu Président de la République en octobre 1963.

⁶ Tous les États africains qui ont des représentations diplomatiques nord-coréennes, sont systématiquement soustraits de la liste des partenaires de la Corée du Sud. À titre d'exemple la Corée du Sud rompt ses relations diplomatiques avec la Mauritanie le 10 décembre 1964 et le Congo-Brazzaville le 11 mai 1965.

Séoul multiplie les invitations des dirigeants africains en vue d'explorer les possibilités d'extension du marché des échanges économiques entre l'Afrique et la Corée du Sud. Cette nouvelle orientation de la diplomatie sud-coréenne entraîne l'élaboration de nouveaux principes⁷. Elle entend développer et renforcer de nouvelles relations basées sur le respect de tous les pays quelle que soit leur idéologie. Elle veut jouer un rôle important dans le développement de la coopération Asie/Pacifique. Par cette politique, la Corée du Sud amorce une vaste coopération dans le monde entier.

1.2. Réorientation économique et industrialisation de la Corée du Sud

Le 16 mai 1961, le Général Park accède au pouvoir par un coup d'État militaire⁸. À son arrivée, le pays est essentiellement agricole. Il met en place dès 1962, le premier plan⁹ quinquennal qui est à l'origine du développement économique du pays. Il s'agit d'un plan à long terme, une sorte de capitalisme sous contrôle de l'État. L'accent est mis sur le développement des industries de base. Il accorde une importance aux industries comme les engrais chimiques. En outre, l'un des objectifs de ce plan est de promouvoir l'expansion des exportations qui doivent s'accroître de 317,9% tandis que les importations se limitent à 43% (A. Leveau, 2012, p. 62). Il met aussi l'accent sur le développement des industries de biens manufacturés. Les investissements pour la réalisation de ce plan sont évalués à 321,5 milliards de won. Cependant, ce plan ambitieux se heurte à des difficultés. Sa réalisation suppose une augmentation des investissements étrangers et un taux élevé de l'épargne intérieure. Or, les investissements étrangers ne croissent guère et l'épargne nationale n'est pas non plus satisfaisante à cause de la pauvreté. Les importations de matières premières baissent. Ce qui conduit à la hausse des prix et une accentuation des pressions inflationnistes. Cette situation entraîne une révision du plan après deux ans. Ainsi, le taux

⁷ La justice et la réconciliation nationale ; la réunification et la large ouverture sur le monde en promouvant les intérêts économiques par le libre-échange commercial.

⁸ *Encyclopédia Universalis*, 2002, corpus 6, Paris, 2002, p. 844.

⁹ Ce plan a pour objectif la modernisation des infrastructures industrielles et la mise en place d'une économie autonome.

de croissance économique fixé à 7,1% est ramené à un taux plus réaliste de 5%¹⁰. La proportion des ressources financières étrangères est réduite progressivement de 10,1% en 1964 à 8% en 1966 (V. Gheorghiu, 1987, p. 43). Ce plan quinquennal, malgré les difficultés, est le point de départ d'une Corée du Sud moderne et industrialisée.

Avec la mise en application du nouveau plan, la Corée du Sud connaît une forte et impressionnante industrialisation. Celle-ci commence par un renforcement des industries de base. Il est toutefois constaté que la production électrique de la Corée du Sud est de 289.000 kW et loin de satisfaire les besoins du pays. Pour surmonter cette situation, un plan d'exploitation du potentiel électrique est établi en vue de construire neuf nouvelles centrales thermiques et hydrauliques¹¹. L'accent est d'abord mis sur les industries légères¹², ensuite sur les industries lourdes, chimiques et de la technologie de pointe. Ainsi, la Corée du Sud intègre au fil du temps le cercle des grandes puissances industrielles. Au niveau de la sidérurgie, on a Pohang Steel Co. qui est la deuxième plus grande sidérurgie du monde après le japonais, Nippon Steel, des raffineries et des industries pétrochimiques. On a aussi la construction navale qui est l'une des plus grandes et performantes au monde avec Hyundai Heavy Industry. La Corée du Sud développe, en outre, l'industrie électronique, informatique et automobile. Dans ce domaine, elle est l'une des nations les plus avancées avec des entreprises telles que Samsung, Hyundai, Daewoo, Lucky Goldstar (LG depuis 1995), Sunkyung (SK Group depuis 1997), Ssangyong, Korea Explosives, Hanjin, Hyosung (J. R. Chaponnière, M. Lautier, 2015, p. 93). Elle est la onzième puissance économique mondiale. L'évolution technologique et l'émergence de nouvelles puissances industrielles entraînent le monde dans un contexte nouveau dans lequel la recherche de matières premières et de marchés nouveaux semble être à l'ordre du jour.

¹⁰ *L'histoire de Corée*, Seoul, 1995, INDIE, p. 35.

¹¹ Il s'agit de la centrale diesel de Cheju (1300 KW) ; la centrale thermique de Samchok (30 000 KW) ; la centrale thermique Yongwol (100 000 KW) ; la centrale thermique Busan (132 000 KW) ; la centrale hydraulique Somjinkang (14 000 KW) ; la centrale thermique kunsan (66 000 KW) et la centrale hydraulique Uiam (KOTRA, 1995, p. 120).

¹² Chaussures, textiles, mécaniques, contreplaqué...

1.3. La recherche de matières premières et de débouchés

Le développement industriel d'un pays nécessite une forte consommation de matières premières. La Corée du Sud a un sous-sol relativement pauvre. Elle se tourne pour ce faire vers les pays africains qui bénéficient d'un sous-sol riche et pourvoyeuse de matières premières¹³. Il s'agit des matières premières agricoles, minières et énergétiques. Le pays est, en effet, un gros consommateur de ressources énergétiques. Il est le septième consommateur mondial de pétrole et dépend du Moyen-Orient pour 82% de sa consommation¹⁴ et est également le deuxième importateur de gaz naturel liquéfié, après le Japon. Cette vulnérabilité, conjuguée à l'instabilité régionale qui menace la zone, conduit Séoul à sécuriser et à diversifier ses sources d'approvisionnement. A cet effet, plusieurs compagnies sud-coréennes ont obtenu des contrats d'exploitation dans des pays africains. Samsung a conclu un accord avec le Gabon pour construire une raffinerie à Port Gentil, dont le coût est estimé à un milliard de dollars, opérationnelle, selon les prévisions, en 2016. SK group a signé un accord d'investissement de 5,5 milliards de dollars américains au Nigéria dans les secteurs pétrolier, gazier et logistique (P. Pontel, F. Clinton, 2011, p. 60). Ce groupe a également des contrats pétroliers en Algérie, en Côte d'Ivoire et en Guinée-Equatoriale. Enfin, la compagnie Korea National Oil Corporation est présente sur le

¹³ La plupart des grandes réserves africaines sont localisées en Afrique du Sud (90% de la platine mondiale), en Guinée (2^e exportateur mondial de bauxite), en R.D. Congo (75% du cobalt mondial), au Niger (3^e producteur mondial d'uranium), au Maroc (1^{er} exportateur mondial de phosphate). Avec le Botswana (1^{er} producteur mondial de diamant), l'Afrique du Sud, l'Angola, la R.D. Congo et la Namibie, le continent représente plus de 60% du volume et de la valeur de la production mondiale de diamants bruts. Le sous-sol du continent contient 6 à 8% des réserves mondiales de charbon, près de 20% des réserves utilisables d'uranium. L'Afrique fournit 11% de la production mondiale du pétrole avec 10,3 millions de barils par jour e, 2008. Ses 24 milliards de barils de pétrole de réserves prouvées en font la première région pétrolière d'Afrique. La part de l'Afrique dans la production mondiale de gaz a progressé, passant de 3% en 1988 à 7% en 2008, date à laquelle la production totale du continent a atteint 212 milliards de m³. L'Afrique possède 40% du potentiel hydroélectrique mondial, dont une grande partie demeure inexploitée. En un mot, l'Afrique détient 23 à 90% des réserves mondiales (J-J. Konadje, 2010, p. 56).

¹⁴ *L'histoire de Corée*, op.cit., p. 78.

continent depuis 1990¹⁵. Après avoir mené des opérations en Libye (bloc Eléphant NC 174), elle exploite plusieurs blocs dans l'offshore nigérian. Elle a signé un accord de partenariat avec la compagnie nationale sud-africaine Petro SA dans les secteurs du pétrole et du gaz et aussi avec d'autres pays du continent comme l'Ouganda (A. Fabre, 2000, p. 75). Les projets se sont multipliés dans le domaine minier. Daewoo international a déployé ses efforts pour conquérir l'Afrique. Présente au Nigéria depuis 1975, elle a ouvert de nouvelles filiales au Cameroun et en R.D. Congo. Elle exploite la mine Ambatovy à Madagascar abritant l'une des plus grandes réserves de nickel latéritique du monde et de cobalt¹⁶. Des accords miniers ont été signés avec l'Éthiopie et la R.D. Congo pour l'extraction du cuivre. Le géant mondial de l'acier Posco a conclu des accords avec des firmes australiennes et suisses afin d'exploiter des mines au Cameroun et au Zimbabwe (J-J. Konadje, 2010, p. 44). Au Rwanda, la Corée du Sud s'intéresse à l'étain et au tungstène¹⁷.

La Corée du Sud fait partie des leaders dans le domaine de l'électronique et de l'automobile. Ses grandes firmes sont les plus prisées en Afrique et offrent une très large variété de productions. Ces savoir-faire exigent pour une meilleure valorisation, la conquête de nouveaux marchés. La présence économique sud-coréenne est double. D'une part, c'est un petit pays qui ne peut plus assurer son autosuffisance alimentaire : elle essaie d'acheter des plantations qui lui permettraient de produire les éléments de base qu'elle ne peut plus produire sur son territoire (sucre, maïs, etc.). Mais, cette stratégie n'a pas vraiment porté ses fruits¹⁸. En ciblant le marché africain, la Corée du Sud cherche un marché de consommation permanent et régulier. Il faut noter que, la Corée du Sud diffère du Brésil, de la Chine et de l'Inde parce que son engagement en Afrique est dicté plus par le besoin de ressources naturelles (pétrole) que par le besoin d'accès au marché ou de soutien politique sur le plan mondial (O. Saïd, 2015, p. 6).

¹⁵ *Id.*, p. 79.

¹⁶ Le projet Ambatovy durera 27 ans et qui représente 5% de la demande mondiale de nickel.

¹⁷ Métal très dur, très pesant et très stable aux hautes températures.

¹⁸ À Madagascar, les Sud-coréens se heurtent à l'hostilité de la population qui ne veut pas vendre ses terres.

2. Les échanges commerciaux et les investissements sud-coréens avec l'Afrique

Cette deuxième partie de l'étude s'intéresse d'une part aux échanges commerciaux entre la Corée du Sud et l'Afrique et d'autre part aux investissements directs sud-coréens sur le continent africain.

2.1. Les échanges commerciaux

Il faut attendre le début des années 1970 pour que se développent les relations commerciales entre la Corée du Sud et l'Afrique. Les exportations sud-coréennes vers l'Afrique portent essentiellement sur les biens d'équipements et le textile, ainsi que sur le matériel électronique et roulant.

Tableau 1 : Principaux produits exportés vers l'Afrique par la Corée du Sud en 1989.

Produits	Montants en millions de dollars	Part dans les exportations totales (%)
Matériel naval	225	28
Matériel électronique	150	16
Textiles	154	15,7
Produits sidérurgies	61	6,6
Matériels mécaniques	60	6,5
Vêtements	57	6,2
Véhicules automobiles	8,8	0,9
Matières plastiques	2,3	0,3
Autres produits	181,2	19,8
Total	920	100

Source : Junior Kolouh, op. cit., p. 90.

Quant aux importations sud-coréennes en provenance de l'Afrique, plus des 3/5 portent sur le pétrole, venant essentiellement de la Libye, de l'Egypte, du Nigéria, de l'Ouganda et de l'Angola. On retrouve également des produits tels que le cuivre qui provient de la Zambie, de l'Ethiopie et de la R.D. Congo. Le pays importe de l'Afrique également des matières premières agricoles dont le café, le cacao, noix de cajou, noix de coco et le coton.

Tableau 2 : Échanges commerciaux entre la Corée du Sud et l'Afrique de 1964 à 1989 (en millions de dollars américains)

Années	Exportations	Importations	Balances commerciale
1964	0,277	0,28	-0,003
1965	2,09	3,97	-1,88
1970	17,15	5,56	11,59
1975	200,51	40,39	160,12
1980	600	100	500
1982	1050	480	570
1984	880	570	310
1986	800	300	500
1988	175	150	25
1989	920	240	680
Total	4.645,027	1.890,2	2754,827

Source : Junior Kolouh, op. cit., p. 86.

La Libye, le Libéria, l'Égypte et le Nigéria représentent 70 à 80% des échanges. Quatre grands Jaebuls¹⁹ sont présents en Afrique. L'activité des Jaebuls se limite aux domaines des infrastructures routières et immobilières, pêche, mines et industries mécaniques. Depuis 2000, les échanges de la Corée avec l'Afrique ont enregistré l'une des croissances les plus dynamiques, soit 25 milliards de dollars américains en 2011 (W. Assanvo, 2011, p. 45). En quelques années, la Corée s'est hissée parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique, juste derrière la Chine, l'Inde et le Brésil. La montée en puissance de la Corée repose davantage sur les exportations vers les pays africains, qui ont progressé plus de 2,5 fois plus vite que ses importations (J.-P. Stijns et T. Bakary, 2013, p. 2). Cela se reflète dans la qualité de ses échanges, principalement dans les ventes de matériel ferroviaire, secteur dans lequel la Corée du Sud est le premier partenaire de l'Afrique, devant l'Union Européenne et la Chine. Les exportations coréennes de véhicules et d'équipement de télécommunications vers les pays africains ont fortement progressé²⁰. La Corée du Sud importe des matières premières²¹ du continent

¹⁹ Ce sont Daewoo, Samsung, Hyundai et Lucky-Goldstar, etc.

²⁰ KOICA, *Annual report 2005, 2006*, en ligne www.mofa.go.kr/index.jsp, consulté le 12 juin 2015.

²¹ Pétrole, gaz, bauxite, etc.

africain, et y exporte des produits manufacturés. On retrouve une dynamique commerciale tout à fait comparable à celle qui lie l'Afrique à ses partenaires traditionnels²². Elle vend au continent beaucoup plus qu'elle ne lui achète. Qu'en est-il des investissements sud-coréens en Afrique ?

2.2. Les investissements sud-coréens en Afrique

La Corée du Sud commence à investir à l'étranger au début des années 1970. Mais, c'est à partir de 1973, que le pays commence à s'intéresser aux pays en voie de développement. Ces derniers avaient, en effet, besoin de capitaux pour faire face aux conséquences du choc pétrolier. À la fin de 1983, on compte une vingtaine d'opérations effectuées en Afrique²³. En réalité, l'Afrique n'est pas la destinée préférée des investisseurs sud-coréens²⁴. La situation économique de la plupart des pays africains est jugée peu encourageante²⁵. Le continent est aussi en proie de conflits armés. Ce sont là autant de facteurs qui expliquent la frilosité des investisseurs sud-coréens vis-à-vis de l'Afrique.

Tableau 3 : Investissements sud-coréens en Afrique par secteur d'activités de 1979 à 1985 (en milliers de dollars américains)

Pays	Compagnies	Secteurs	Montant	Année
Nigéria	Daewoo	Commerce	252	1979
		Mines	271	1981
		Construction	216	1979
	Samsung	Commerce	291	1979
	Han-yan	Construction	326	1981
	Hyundai	Commerce	12	1982
		Industrie	255	1982
	Tiger Coy	Textiles	200	1984
Sénégal	Daelim	Pêcherie	13	1977
	Misung	Industrie	200	1983

²² La France, les États-Unis d'Amérique, l'Angleterre, le Japon, la Chine, l'Union Européenne.

²³ Les domaines de l'industrie manufacturière (66%), du commerce et la construction (14%), et de la pêche (20%).

²⁴ Kotra, *How to do business with Korea*, 1995, Seoul, Diane publishing, p. 66.

²⁵ Ils connaissent une pénurie de devises étrangères et leurs marchés sont étroits ; en outre, la dette extérieure s'est accrue.

Soudan	Daewoo	Industrie	7.000	1978
		Construction	875	1979
Gabon	SsanYong	Commerce	9.445	1976
			152	1981
Kenya	Safari park et hôtel bum san	Hôtelier	-	-
		Industrie	90	1983
Libéria	-	Industrie	400	-
Côte d'Ivoire	Tiger Coy	Commerce	400	1983
Botswana	Keonng Duk	Textiles	300	1984
Cameroun	Kukje Coy	Construction	12	1984
Centrafrique	Halla Ltd	Mines	70	1985

Source : Sang-Hoon Rhee, op. cit., p. 15.

Donnant une image positive des investissements sud-coréens au milieu des années 1990 sur le continent, l'impact de Daewoo Group semble s'essouffler. Qu'ils s'appellent Hyundai, Samsung, Posso ou Daewoo, les spécialistes de l'ingénierie et de l'industrie lourde multiplient les signatures de contrats avec des partenaires africains. Si la Corée du Sud conquiert l'Occident avec son conglomérat phare « Samsung Electronics²⁶ », l'Afrique n'y échappe pas. La société cherche à augmenter ses parts de marché en Afrique et cible un chiffre d'affaires de 10 milliards en 2015 (contre 3 milliards en 2012). Sa stratégie est axée sur la conception de produits plus adaptés au marché local comme George Ferreira²⁷ l'indiquait en 2012 « Selon nous, c'est le bon moment pour commencer à investir sur le marché africain, compte tenu de sa population [...] 70 % des Africains ont moins de 30 ans, ce qui fait d'eux nos futurs clients » (J-P Stijns et T. Bakary, 2013, p. 3). A l'image de Samsung, c'est toute la Corée du Sud qui compte investir le marché africain. Le vice-ministre sud-coréen des Finances et de l'Economie et du Savoir, Kyung Won Kim, lors du premier forum sur les investissements et le commerce en Afrique en 2011, a établi la stratégie du pays en affirmant « Afin d'atteindre l'objectif de plus de 1.000 milliards de dollars d'échanges commerciaux, la Corée du Sud doit ajuster sa perception de l'Afrique et commencer à la considérer comme un marché émergent de premier ordre » (J. Kolouh, 2015, p. 45). Entre 2005 et 2009, les investissements sud-coréens sur

²⁶ Depuis 2000, Samsung Electronics est le seul groupe ayant connu la plus forte croissance dans son secteur d'activité, passant de 37 milliards de dollars américains à 116,8 milliards en 2009.

²⁷ Directeur général et vice-président de Samsung Electronics Africa.

le continent ont été multipliés par trois. Ils sont passés de 129,7 millions de dollars américains à 388,4 millions²⁸. Encore loin de la Chine²⁹, surtout lorsque la Corée du Sud est choisie pour ses réseaux de télécommunication alors que la Chine y construit toutes sortes d'infrastructures³⁰ et de building³¹, des projets où les marges sont importantes.

3. L'Aide Publique au Développement (APD) de la Corée du Sud à l'Afrique

Sur le plan économique, la diplomatie sud-coréenne met à la disposition de l'Afrique l'aide dont elle a bénéficié par le passé à travers un modèle d'aide exclusivement sud-coréen.

3.1. Les dons sud-coréens aux pays africains

La politique d'APD sud-coréenne a pour but de contribuer à réaliser les objectifs de développement, notamment les Objectifs du Millénaire de Développement, et à renforcer les capacités de développement pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable des pays en développement. En outre, cette politique privilégie les secteurs dans lesquels le « Pays du matin calme » dispose des avantages comparatifs, tels que la santé, l'éducation et le développement des

²⁸ Charles Clément, « Afrique, terre d'investissements » in *Corée Affaires*, en ligne sur <http://coreeaffaires.com/afrique-terre-dinvestissements>, 2011, consulté le 28 novembre 2018.

²⁹ La Chine, premier pays asiatique présent dans les grands projets africains, rafle depuis des années nombre de projets d'Est en Ouest et du Nord au Sud. En 2008, les investissements chinois représentaient 7,8 milliards de dollars. En Afrique de l'Ouest, c'est le Niger qui en 2010 a attiré les Chinois avec un flux d'investissements de 184 millions de dollars, suivi du Bénin (54 millions), de la Côte d'Ivoire (37 millions), de la Guinée-Bissau (27 millions) et du Sénégal (26 millions). La Chine a trouvé la balance : la région subsaharienne est dépendante d'une demande en produits chinois et la Chine a besoin de l'offre énergétique de l'Afrique. Un quart des ressources énergétiques de la Chine provient de l'Afrique (L. Delcourt, 2011, p. 12).

³⁰ Il s'agit des routes, des autoroutes, des ponts, des barrages, des ports, des rails.

³¹ A Libreville au Gabon les entreprises de BTP chinoises multiplient les chantiers : l'Assemblée nationale, le Sénat, au Cameroun, ce sont elles qui ont construit le palais présidentiel de Yaoundé ainsi que le stade de la ville. Elles ont construit le palais de culture d'Abidjan, etc.

ressources humaines, la gouvernance, les TIC, ainsi que l'agriculture et le milieu rural. La politique traduit aussi de l'attachement de la Corée du Sud à assurer la cohérence de l'orientation choisie, ainsi qu'à coordonner et harmoniser sa politique d'aide avec d'autres donateurs. Le Sénégal et la Corée du Sud ont signé deux accords³² de financement d'un montant de 51 milliards de francs CFA. Ces fonds étaient destinés à financer la deuxième phase du programme de construction d'infrastructures et d'équipements maritimes (MIEP II)³³, censé améliorer les dessertes maritimes vers Ziguinchor (Casamance) au Sud du Sénégal³⁴. La Corée du Sud intervient dans le domaine rizicole au Sénégal. La Korea Overseas International Cooperation Agency (KOICA) a signé un mémorandum sur la recherche de riz avec l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA) d'une valeur de 600 millions de francs CFA pour deux ans. Le but est d'aider le Sénégal à atteindre l'autosuffisance en riz.

La R.D. Congo a bénéficié de la Corée du Sud d'un financement de 8,5 millions de dollars. Il vient en appui d'un programme de relance agricole. Dans le pays, depuis 2009, la KOICA a focalisé son action sur sept projets dont l'agriculture, l'accès à l'eau potable et la santé (H. Luabeya, 2015, p. 6). Et en 2010, la Corée-Sud a choisi la R.D. Congo comme un partenaire prioritaire. La KOICA a établi la stratégie de partenariat pays (CPS) 2012-2015 dans le but d'accroître l'efficacité du programme de développement pour la R.D. Congo. Elle a lancé le projet de développement rural intégré à Tshwenge³⁵ (2010-2013) pour 9,1 millions de dollars, soit 4.550 millions de francs CFA. Le deuxième projet relatif à l'agriculture et le développement rural (2013 et 2015) est d'un montant de 3 millions de dollars. Quant au

³² Ces accords ont été signés entre le ministère sénégalais de l'Économie, des Finances et du Plan, Amadou Ba et l'ambassadeur de la Corée du Sud à Dakar, Chong-Weon Shin.

³³ Le projet MIEP I a nécessité un investissement de 48 millions d dollars américains pour la construction du port de Foundiougne-Ndakhonga et l'achat de deux navires construits en Corée du Sud, afin d'accroître le trafic maritime en Casamance.

³⁴ Au Sénégal, plus de 95% des échanges se font par voie maritime. Si la région de Dakar joue un rôle important en tant que centre logistique en Afrique de l'Ouest, les régions Sud et Centre du pays sont caractérisées par un déficit d'infrastructures.

³⁵ Tshwenge est une cité d'environ 100 000 habitants. Cette zone a des conditions favorables pour l'agriculture, mais à cause des inondations pendant la saison des pluies, les terres ne peuvent être pleinement utilisées par les agriculteurs.

troisième projet, il concerne le secteur de l'eau potable à Idiofa, au Bandundu (2012-2014) pour un coût total de 4 millions de dollars, et l'octroi d'un prêt pour les forages d'eau potable à Lemba à Kinshasa pour un montant de 68 millions de dollars. Il y a aussi la construction d'un musée national à Kinshasa d'un montant de 10 millions de dollars (2012-2014). En plus du financement des projets sur place, la structure invite chaque année environ 50 fonctionnaires congolais en Corée du Sud pour une formation dans le but de partager les expériences et les technologies afin d'aider au renforcement des capacités des pays en développement. Au niveau de la santé, la KOICA met en œuvre divers projet d'un coût global de 8,6 millions de dollars américains de 2008 à 2015. Pour appuyer les projets, elle envoie des experts³⁶ sud-coréens en R.D. Congo. Un autre projet financé par la Corée du Sud porte sur l'établissement de réseau de communication³⁷ (2007-2010) pour un coût de 6,6 millions de dollars américains en vue d'augmenter l'efficacité du travail du gouvernement de la R.D Congo (H. Luabeya, 2015, p. 6). En outre, la KOICA prend en charge les activités d'aide à l'étranger des ONG sud-coréennes pour éliminer la pauvreté³⁸. Elle participe aussi à la réalisation des projets multilatéraux. À ce titre, la KOICA participe aux immunisations de routines avec l'UNICEF (2010-2011) et au relèvement communautaire (encadrement) au Nord-Kivu avec le PNUD pour les déplacés de guerre. Pourquoi la Corée du Sud s'intéresse-t-elle tant à la R.D. Congo ? Cet intérêt est lié au fait que la R.D. Congo est l'un des pays du continent qui regorge assez de

³⁶ Les experts ont élaboré des plans stratégiques pour les secteurs suivants : finance, fiscalité, Investissement direct étranger, ressources humaines et naturelles, agriculture et nouvelle technologie.

³⁷ Le projet prend en compte dix ministères y compris la présidence et la primature. Il a effectué en trois phases comprenant le don en matériels informatiques, la mise en place des numéros téléphoniques et de réseau intranet ainsi que la formation des cadres des ministères. La première phase (2007-2008) a coûté 1,6 million de dollars, la seconde (2008-2009) 2,5 millions et la dernière (2009-2010) a nécessité 2,5 millions de dollars américains.

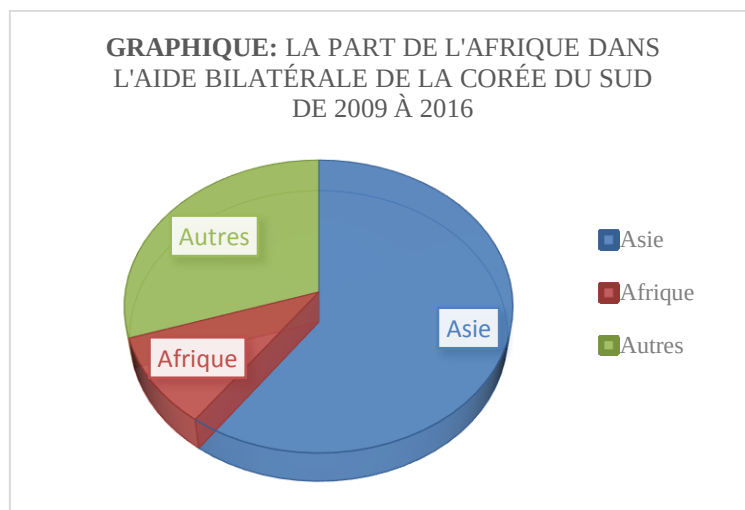
³⁸ Cette collaboration consiste à utiliser les expériences des ONG afin de contribuer à satisfaire les besoins des populations. En R.D. Congo, la structure a appuyé trois projets, à savoir la lutte contre le paludisme et le Sida à Kisangani avec KVO (2010-2012), la réhabilitation de l'école Saint-Paul de Banrumbu à Kinshasa avec World Vision (2010-2012) et le développement rural à Kasangulu (Bas-Congo) avec Saemaeul Undong (2008).

ressources minières et énergétiques et aussi de vastes terres arabes propices aux activités agricoles. En lui accordant plus d'attention, la Corée du Sud signe plusieurs accords pour l'exploitation des ressources dont ont besoin ses industries.

En 2010, la Corée du Sud a octroyé un prêt de 25 millions de dollars à la Mozambique³⁹ (J.R. Chaponnière, D. Perreau, P. Plane, 2013, p. 79). Cette somme a permis à la construction d'un hôpital de 600 lits dans la région de Zambezia. A cet appui vient s'ajouter 124 millions de dollars accordés au pays en 2014, afin de financer la réalisation des infrastructures routières et immobilières. Depuis 2005, le montant total de l'aide de la Corée du Sud au pays est estimé à 343 millions de dollars, soit 171,5 milliards de francs CFA. En juillet 2011 en Tunisie, la KOICA a accordé à l'Observatoire National des Marchés Publics Tunisien (ONMPT) un don de 5,7 millions de dollars pour la réalisation d'un projet. Ce dernier vise à garantir l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans les marchés publics afin d'améliorer la transparence des procédures de signature et de réduire les délais de signature de ces marchés, ainsi que leur réalisation. De 2009 à 2011, onze volontaires coréens ont été affecté dans plusieurs institutions tunisiennes⁴⁰.

³⁹ Le Mozambique et la Corée du Sud ont des relations diplomatiques et économiques très anciennes.

⁴⁰ L'Institut supérieur d'informatique et de multimédia de Gabès, l'Institut professionnel du tourisme à Sousse, la maison des jeunes de Dar Chaâbane El fehri ou encore à la nouvelle Médina.



Source : Graphique réalisé à partir des données du Mémoire de Koulouh, 2015, p. 54-56.

Selon ce graphique, tout comme au Japon, l'aide sud-coréenne est concentrée sur le continent asiatique. Si cela peut s'expliquer par des facteurs historiques et géographiques, il ne faut pas ignorer l'aspect économique. En réalité, ces zones sont propices aux investissements privés coréens dans la mesure où elles constituent de potentiels marchés de consommation des biens et services coréens. Outre les dons, la Corée du Sud utilise l'octroi de bourses pour s'implanter en Afrique.

3.2. Les bourses sud-coréennes destinées à l'Afrique et sa contribution au maintien de la paix

La Corée du Sud intervient en faveur des pays africains siégeant à l'UNESCO. Cet appui se fait dans le cadre du programme intitulé « programme⁴¹ des bourses UNESCO/Japon pour les jeunes chercheurs ». À l'instar du Japon, le « Pays du matin calme » dispose d'un programme de bourses co-parrainées avec l'UNESCO. Il concerne les études supérieures dans lequel 46 pays africains sont

⁴¹ Ce programme a été mis en place en novembre 2000 afin de permettre à l'UNESCO de renforcer la recherche dans les domaines d'intérêts prioritaires de développement.

éligibles (H. Luabeya, 2015, p. 7.). Il est d'une durée d'un an. Les principales bourses coréennes en Afrique sont celles de la KOICA, de la Pohang Iron and Steel Company (POSCO) et du gouvernement, Korean Government Scholarship Programm (KGSP), géré par le National Institute for International Education (NIIED). Les deux premiers programmes dispensent une formation de qualité dans les secteurs où la Corée du Sud est très avancée. Ces programmes post-universitaires exigent des candidats une licence universitaire au moins (BAC+5). Ils attirent en Corée du Sud en moyenne de 500 étudiants étrangers pendant un an minimum et deux ans maximum. Ce sont des programmes professionnels et académiques destinés aux fonctionnaires et, exceptionnellement, aux membres d'ONG desdits pays. Le KGSP est, par contre, conçu pour offrir un enseignement supérieur aux étudiants de divers pays du globe, dans le but de promouvoir les échanges internationaux en matière d'éducation ainsi que l'amitié entre les pays participants. En 2015, il a enregistré 493 candidats dont 99 candidats venus de 45 pays africains (H. Luabeya, 2015, p. 8). Toutes ces bourses constituent un important investissement en capital humain pour l'Afrique. Mais malheureusement, ce capital humain acquis est sous-employé par l'Afrique.

L'APD est un élément essentiel parmi les dispositions prises par le gouvernement sud-coréen pour la stabilité de l'Afrique. Mais, la volonté sud-coréenne de voir s'établir un climat politique pacifique sur le continent s'exprime également par sa contribution aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Elle a participé aux opérations de l'ONU en Somalie (ONUSOM) de 1993 à 1995, en Côte d'Ivoire de 2004 à 2016, à la mission de l'ONU au Soudan (MINUS) de 2005 à 2011. Elle participe aussi aux missions en cours telles les missions de l'ONU au Soudan du Sud (MINUSS) depuis 2011 avec 273 soldats et deux experts, à la mission conjointe ONU et Union Africaine au Darfour (MINUAD) depuis 2007 avec trois cent soldats (D Larramendy, 2018, p. 3). Cette participation au maintien de la paix est perçue par les Sud-coréens comme un puissant instrument politique et lui permet de servir ses intérêts sur le continent. Elle permet également à la Corée du Sud de concurrencer ses voisins régionaux.

3.3. Le partenariat entre la Corée du Sud, l'Afrique et la Banque Africaine de Développement (BAD)

Les relations entre la Corée du Sud et l'Afrique se renforcent avec la visite en 2006 de son ex-président Roh Moo-Hyun sur le continent. Pendant son séjour au Nigéria, celui-ci a annoncé la création de l'Initiative de la République de Corée pour le Développement de l'Afrique (KIAD). Par cette initiative, la Corée du Sud s'engage à tripler son APD à l'Afrique en 2008 par rapport à 2005⁴². Elle promet de s'attacher davantage à partager l'expérience de développement avec le continent en invitant 1000 Africains à venir se former chez elle sur la période 2006-2008. Elle promet aussi d'aider les pays d'Afrique à améliorer leur cadre de vie sanitaire ainsi qu'à mettre en valeur leurs ressources humaines, à développer la productivité agricole et à réduire la fracture numérique. Dans le cadre de la KIAD, la Corée du Sud a organisé en novembre 2006, le premier Forum avec l'Afrique. Le gouvernement sud-coréen considère le nouveau partenariat comme un moyen pour mieux partager son expérience de développement et explorer les domaines de coopération mutuelle. Le deuxième forum Corée du Sud-Afrique s'est tenu à Séoul en novembre 2009. Dans le communiqué, la Corée du Sud a promis doubler son APD entre 2009 et 2012. Il faut noter qu'elle utilise le Forum pour prendre des engagements pluriannuels tout comme le Japon, la Chine et, plus récemment, l'Inde. L'État sud-coréen a des structures complémentaires pour stimuler la coopération commerciale et économique. La première de ces structures est la Conférence de Coopération Economique Corée du Sud-Afrique initiée en 2006 et qui a lieu tous les deux ans. La deuxième est le forum de coopération industrielle mis en place en 2008. Ce dernier constitue une plateforme pour stimuler la participation du secteur privé aux relations avec l'Afrique. Un des principaux résultats du deuxième Forum est l'annonce de l'Initiative de croissance verte qui a porté sur la période 2009-2012. Par ce biais, la Corée du Sud a décidé de mettre en œuvre des projets de coopération environnementale en Afrique. L'action de la Corée du Sud en Afrique s'est accrue depuis la relance de la

⁴² CNUCED, 2010, *Le développement économique en Afrique : la coopération Sud-Sud : l'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement*, Genève, p. 34.

coopération en mars 2006. Son APD est passée de 39 millions de dollars américains en 2005 à 104 millions en 2008 et sur la même période, la part de l'Afrique est passée de 8% à 19% (J. Kolouh, 2015, p. 78). On enregistre aussi un regain des activités de commerce entre les partenaires. Outre ce partenariat, la Corée du Sud est membre à part entière de la BAD.

La Corée du Sud adhère au Fonds Africain de Développement (FAD) en 1980, puis à la BAD en 1982. Lors de la douzième reconstitution des ressources du FAD-12 pour la période 2011-2013, la Corée du Sud s'est engagée à hauteur de 80,742 millions de dollars américains. La collaboration entre la Corée du Sud et la BAD s'articule autour de la constitution des ressources du FAD, des fonds fiduciaires bilatéraux, des accords de co-financement, de la coopération technique et l'octroi de fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale. La première Conférence ministérielle sur la coopération économique entre la Corée du Sud et l'Afrique (Korea-Africa Economic Cooperation - KOAFEC)⁴³ s'est tenue en avril 2006 à Séoul. Depuis lors, elle est devenue le cadre permanent de coopération entre la Banque et la Corée du Sud. En décembre 2007, un accord de coopération technique a été signé entre le gouvernement sud-coréen et la Banque, sous l'égide de la KOAFEC, pour l'octroi d'un don de 5 millions de dollars américains. Plusieurs accords complémentaires⁴⁴ ont été signés pour les mêmes objectifs. En 2010, la Corée du Sud et la BAD ont signé un protocole d'accord de cofinancement qui porte à 400 millions de dollars américains, soit 200 milliards de francs CFA, l'engagement du pays pour la période 2011-2013. Ce montant a permis de réaliser cinq projets⁴⁵. À ces cinq projets, s'ajoutent ceux sur les infrastructures en Ouganda et en Ethiopie en 2012. En novembre 2011, il s'est tenu à Busan (Corée du Sud) la quatrième réunion de haut niveau sur

⁴³ Elle est organisée par la BAD, le ministère de l'Economie et des Finances de la Corée du Sud et l'Export-Import Bank de Corée du Sud.

⁴⁴ Il s'agit d'accords pour 5,38 millions de dollars américains en 2009, 7,29 millions en 2010, 8,5 millions en 2011 et 6,2 millions et 15 millions en 2012.

⁴⁵ Il s'agit du projet sur l'éducation (phase IV) en Ouganda, des projets routiers respectifs de Nacala au Mozambique et de Tuléar à Madagascar, du projet d'investissement dans le secteur de la transmission à Iringa-Shinyanga et le projet sucrier de Markala.

l'efficacité de l'aide. La Corée du Sud a organisé également plusieurs conférences axées sur le secteur privé en Afrique, et a participé, au niveau mondial, aux séminaires de la BAD sur les opportunités d'affaires. La Banque a mis en œuvre le plan d'action de la KOAFEC pour la période 2013-2014. Malgré son caractère affectif, l'aide sociale Sud-coréenne peut d'une certaine façon assouvir un désir de prestige et de notoriété que la Corée du Sud veut constituer pour les pays en voie de développement un modèle de développement.

3.4. Servir de modèle de développement non occidental

L'histoire de la Corée du Sud nous enseigne que ce pays en moins d'une génération s'est hissé au rang de puissance économique. Il y a 55 ans, la Corée du Sud était comptée parmi les pays les plus pauvres de la planète, dont la moitié du budget national était supportée par les États-Unis d'Amérique (USA)⁴⁶ (C. Milelli, 2003, p. 24). Là où ni la France ni les USA ni le Japon, n'ont guère d'autres messages à faire passer – même habillé sous le vocable de « partenariat » – que celui du commerce et de l'investissement, Séoul a choisi tout autre registre : celui du modèle et source d'inspiration. La Corée du Sud est le seul pays au monde à être passé du statut de pays bénéficiaire de l'aide internationale au milieu du siècle dernier à celui de donateur en 2009, grâce à une croissance économique exponentielle garante de sa prospérité. Le miracle sud-coréen doit inspirer l'Afrique comme le dit Yun Byung-se⁴⁷ : « Comme l'Afrique, la Corée du Sud a traversé des moments difficiles. Mais, nous avons su surmonter nos difficultés et nous saurons être un partenaire essentiel de l'Afrique ». Séoul, c'est d'abord un modèle de développement. Au moment de l'indépendance du Ghana en 1957, le revenu moyen par habitant était de 500 dollars américains, soit autant qu'en Corée du Sud. En 2012, le petit dragon sud-coréen affiche un revenu par habitant de près de 30 000 dollars américains, soit vingt fois plus que le Ghana. Cette évolution a été

⁴⁶ Le flux financier au titre de l'assistance économique américaine atteignait le chiffre total de 6 milliards de dollars, comparé à celui de 6,89 milliards de dollars, montant consacré à l'ensemble de l'Afrique subsaharienne au cours de la même période.

⁴⁷ Ministre des Affaires Étrangères sud-coréen.

possible grâce à d'énormes investissements dans l'éducation et la formation. Haled Bridi⁴⁸ disait :

L'expérience unique de la Corée du Sud, un pays mis à genoux par la guerre et qui est aujourd'hui un champion économique incontesté, peut servir d'exemple pour d'autres pays sur le point d'entamer leur transformation et, à la Banque mondiale, nous nous réjouissons de pouvoir faciliter ces échanges (J. Kolouh, 2015, p. 14).

En 1961, le Congo-Kinshasa affichait un PIB/hbt de 197 dollars américains contre 91 dollars au Sud-coréen. 55 ans après, le Congolais patauge dans 650 dollars contre 260.205 dollars au Sud-coréen, soit plus de 400 fois (F. Maury, 2016, p. 25). De par son expérience de développement et de transformation, la Corée du Sud est bien placée pour contribuer au développement de l'Afrique par la coopération Sud-Sud. S'étant elle-même inspirée du modèle des économies avancées, la Corée du Sud a lancé en 2004 un nouveau modèle de coopération pour le développement axé sur le partage de compétences.

L'aide qu'elle octroie aux pays en développement pourrait donc revêtir une double signification. Dans un premier temps, inculquer la leçon du travail⁴⁹, de la rigueur et de l'abnégation. Secundo, faire savoir que le développement est d'abord une affaire nationale, c'est-à-dire que l'impulsion est donnée par les compétences nationales qui doivent évidemment s'appuyer sur les ressources locales. Comme un partenaire de plus en plus apprécié pour son aide financière et technique, son expertise en nouvelles technologies par exemple est prisée. Le Rwanda en a bénéficié pour rénover son système éducatif. Le développement de ce dragon d'Asie fascine autant qu'elle interpelle les dirigeants africains en quête de potion magique pour sortir des griffes du sous-développement et de la pauvreté.

⁴⁸ Directrice des programmes et partenariats régionaux au sein de la Région Afrique du Groupe de la Banque mondiale.

⁴⁹ Shin Kim, un des dirigeants de Samsung C&T, l'a rappelé lors de la Koafec : « Dans les années 1960, les principales exportations de la Corée étaient les produits agricoles et les perruques [...]. Les Coréens étaient tellement pauvres qu'ils devaient vendre leurs cheveux ».

Conclusion

Les tensions entre les blocs Ouest-Est aboutissent en 1948 à la partition de la Corée en deux États : La Corée du Sud capitaliste et la Corée du Nord communiste. Pour leur reconnaissance internationale, les deux États nouent des relations diplomatiques avec le reste du monde, notamment avec les États africains à partir de 1960. La Corée du Sud opte pour une politique extérieure basée sur l'ouverture et la diversification de ses partenaires commerciaux. Mais, c'est à partir de 2000 que la Corée du Sud s'intègre à ce qu'on appelle la ruée africaine. Trois raisons expliquent l'importance du continent pour Séoul. D'abord, l'ouverture commerciale à l'Afrique permet à la Corée du Sud de doubler son PIB par habitant. Ensuite, le soutien apporté aux pays en développement aide la Corée du Sud à asseoir son statut au sein de la communauté internationale et facilite à long terme les relations avec ses partenaires africains. Enfin, le potentiel de croissance du continent et le rôle de marché alternatif qu'il présente sont des facteurs clés en cas de stagnation économique de la Chine. Pour l'expansion de sa diplomatie sur le continent africain, la Corée du Sud signe de nombreux accords de coopération avec les États dans le but de conquérir le marché africain pour ses produits industriels et investissements. Elle s'assure ainsi une source d'approvisionnement en matières premières pour les besoins industriels. Le moyen pour atteindre son objectif est son APD à l'Afrique tout en demeurant un modèle de réussite économique pour celle-ci. L'Afrique semble être un atout, voire un outil pour Séoul qui bénéficie d'une image positive auprès des populations africaines. Cependant, son implantation croissante en Afrique n'est pas exempte de troubles.

Références bibliographiques

- ASSANVO William, 2012, « Rétrospective 2011 des relations économiques et commerciales entre l'Afrique et ses partenaires émergents », in *Note d'analyse* n° 8, 16 p.
- CNUCED, 2010, *Le développement économique en Afrique : la coopération Sud-Sud : l'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement*, Genève.

- CHAPONNIÈRE Jean Raphael et LAUTIER Marc, 2015, « Corée du Sud : croissance industrielle et ajustement de la Chine », in *L'économie mondiale 2014*, 15 p.
- CHAPONNIÈRE Jean Raphael, PERREAU Diane, PLANE P., 2013, « l'Afrique et les grands émergents », in *À Savoir* n°19, 134 p.
- CLÉMENT Charles, 2011, « Afrique, terre d'investissements », in *Corée Affaires*, en ligne sur <http://coreeaffaires.com/afrique-terre-dinvestissements>, consulté le 28 novembre 2018.
- DELCOURT Laurent, 2011, « La Chine en Afrique : enjeux et perspectives », in *Alternative Sud*, vol 18, 26 p.
- Encyclopédia Universalis*, 2002, corpus 6, Paris.
- FABRE André, 2000, *Histoire de La Corée*, Paris, L'Asiathèque.
- GHEORGHIU Virgil, 1987, *La Corée, la belle inconnue de l'Extrême-Orient*, Paris, Plon.
- KOICA, 2006, *KOICA Annual report 2005*, en ligne www.mofa.go.kr/index.jsp, consulté le 12 juin 2015.
- KOLOUH Junior, 2015, *Les relations économiques entre la Côte d'Ivoire et la Corée du Sud (1961-2002)*, Mémoire de Master, UAO de Bouaké-RCI.
- KONADJE Jean-Jacques, 2010, « Au cœur du contraste africain : un continent riche et portant pauvre », in *L'Essentiel des Relations internationales* n° 30, p. 56-57.
- KOTRA, 1995, *How to do business with Korea*, Seoul, Diane Publishing.
- L'histoire de Corée*, 1995, Séoul, INDIE.
- LARRAMENDY Damien, 2018, « Fiche d'information de l'État : Corée du Sud », en ligne sur <http://www.operationspaix.net/45-fiche-d-information-de-l-Etatcoree-du-sud.html>, consulté le 12 janvier 2019.
- LEVEAU Alain, 2012, *Les relations de la Corée du Sud et les pays d'Asie du Sud-Est : Quelle stratégie pour une puissance moyenne ?*, Thèse de Doctorat de 3^{ème} cycle, Université de Lyon-France.
- LEVY Ronald, 1952, *Regard sur l'Asie : Chine, Japon, Corée, Vietnam, Haute Asie*, Paris, Armand Colin.
- LUABEYA Hippolyte, 2015, « La coopération au développement coréano-congolaise à l'aune des Objectifs du Millénaire pour le Développement », in *Thinking Africa*, NDR n° 16, 18 p,

- <http://www.thinkingafrica.org/V2/la-cooperation-au-developpement-coreano-congolaise-a-laune-des-objectifs-du-millenaire-pour-le-developpement>, consulté le 26 février 2016.
- LUABEYA Hippolyte, 2015, « La diplomatie coréenne en Afrique : entre l'agression chinoise et la force tranquille japonaise », in *Thinking Africa* n° 19, 9 p.
- MAURY Frédéric, 2016, « Corée du Sud : quelles leçons pour les économies africaines ? », in *Jeune Afrique*, <https://www.jeuneafrique.com/370225/economie/le-message-coreen> consulté le 24 juin 2016.
- MILELLI Christian, 2003, « La Corée du Sud, nouveau modèle de la “nouvelle économie” ? », in *Les Études du CERI*, n° 98, 44 p.
- PONTEL De Philippe and CLINTON James Francis, 2011, « Koréa-Africa : Emerging opportunities » in *Korea's economy* n° 27, p. 59-67, en ligne sur http://http://keia.org/sites/default/files/publications/30848_depontet_sp.pdf, consulté le 10 janvier 2019.
- RHEE Sang-Hoon, 1993, « La Corée du Sud et l'Afrique », in *Afrique contemporaine*, n° 176, p. 59-71.
- SAID Omar, 2015, « Le Brésil : place d'une puissance en Afrique », in *NDO* n° 6, 6 p.
- SANTANDER Sebastian (éd.), 2004, *L'Afrique, nouveau terrain de jeux des émergents*, Paris, Karthala.
- STIJNS Jean-Philippe et BAKARY Traoré, 2013, « De nouveaux concurrents pour la Chine ? Les partenaires émergents de l'Afrique », in *L'Observateur* de l'OCDE n° 296, http://observeurocde.org/news/fullstory.php/aid/3486/De_nouveaux_concurrents_pour_la_Chine.html, consulté le 28 décembre 2018.